

Jean-Emmanuel RAY



DROIT DU TRAVAIL

DROIT VIVANT

2003/2004

12^e édition actualisée et augmentée

- > CAS PRATIQUES
- > QUESTIONNAIRES
D'AUTO-ÉVALUATION

901 D

EDITIONS
LIAISONS

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
Avant-propos	5
Introduction	7

TITRE LIMINAIRE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DROIT DU TRAVAIL

Chapitre I. Un peu d'histoire pour comprendre le droit du travail d'aujourd'hui	17
Chapitre II. Les sources du droit du travail	21
Section 1 – Les sources imposées	21
Section 2 – La montée en puissance des sources négociées .	31
Section 3 – Les ordres publics en droit du travail	33
Chapitre III. Les instances de contrôle du droit du travail .	35
Section 1 – L'inspecteur du travail	36
Section 2 – Les juges du droit du travail	40
§1 – Le juge naturel : le Conseil des prud'hommes	42
§2 – Autres tribunaux judiciaires compétents	48
§3 – Le juge administratif	51

Première partie La relation individuelle de travail

TITRE PREMIER
LE CHOIX DU CONTRAT DE TRAVAIL

Chapitre I. Le recrutement, aspects juridiques	62
Section 1 – Rendre moins subjectif le recrutement : la loi du 31 décembre 1992	62
§1 – Pertinence des informations demandées	63
§2 – Loyauté dans la collecte des informations	63
§3 – L’interdiction des discriminations après les lois du 16 novembre 2001 et du 17 janvier 2002	65
Section 2 – Obligation d’un écrit	66
 Chapitre II. La norme : le contrat de travail à durée indéterminée	 67
Section 1 – Le contrat à durée indéterminée, norme juridique	68
Section 2 – La période d’essai	69
§1 – La durée de l’essai	69
§2 – La rupture de l’essai	70
 Chapitre III. Les contrats atypiques	 71
Section 1 – Le travail précaire après la loi du 17 janvier 2002	74
§1 – Recours limité au travail précaire	74
§2 – Durée du contrat... à durée déterminée	75
§3 – Statut du salarié précaire	76
§4 – Rupture avant terme du contrat : stabilité dans la précarité	77
§5 – Sanctions en cas d’utilisation irrégulière	78

Section 2 – L'extériorisation de l'emploi	82
§1 – La sanction des abus	82
§2 – L'aménagement des modalités	85

TITRE DEUXIÈME

L'EXÉCUTION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Chapitre I. Le pouvoir patronal	87
Section 1 – Pouvoir de gestion et liberté d'entreprendre du chef d'entreprise	91
Section 2 – Le pouvoir de direction	95
§1 – Trois exemples récents	95
§2 – Trois limites au pouvoir de direction	96
Section 3 – Le pouvoir disciplinaire de l'employeur	96
§1 – Une nouvelle conception du règlement intérieur (RI)	97
§2 – Du pouvoir au droit disciplinaire	100
Chapitre II. La durée du travail. 1841-2000 : la fin d'une époque	107
Section 1 – Les normes légales après la loi du 17 janvier 2003	111
§1 – Le travail à temps plein	111
§2 – Le travail « à temps choisi »	117
Section 2 – L'aménagement conventionnel du temps de travail par accord dérogatoire	129
§1 – Conditions de mise en place d'horaires dérogatoires .	129
§2 – La modulation annuelle des horaires	132
Chapitre III. De l'hygiène-sécurité à la « santé physique et mentale »	135
Section 1 – Les normes	136
§1 – Sources	136

§2 – Contenu	137
Section 2 – Le contrôle	145
§1 – Les services administratifs	145
§2 – Les « services de santé au travail »	146
§3 – L’institution représentative du personnel spécialisée : le CHSCT	147
§4 – Le salarié désormais acteur de sa propre sécurité et de celle d’autrui	148
Section 3 – L’accident du travail en plein bouleversement jurisprudentiel	151
§1 – L’élargissement de la notion d’accident du travail ..	151
§2 – Le régime de l’accident du travail	152
Chapitre IV. La rémunération du travail	156
Section 1 – La réglementation du salaire	156
§1 – La fixation du salaire	157
§2 – Le régime du salaire	165
Section 2 – La rémunération	167
§1 – Une approche globale	167
§2 – La sophistication croissante des modes de rémunération	169

TITRE TROISIÈME

L'ÉVOLUTION DE LA RELATION DE TRAVAIL

Chapitre I. La suspension	181
Section 1 – Régime général de la suspension	182
§1 – Principaux cas de suspension	182
§2 – Les effets de la suspension de l' <i>exécution</i> du contrat de travail	183
Section 2 – Repos et congés	185
§1 – Garantir un temps de (vrai) repos, effectif et continu	185

§2 – Les congés spéciaux	188
Section 3 – La maladie	189
§1 – Maladie et suspension du contrat de travail	190
§2 – Maladie et <i>rupture</i> du contrat de travail <i>hors</i> accident du travail	191
§3 – Maladies professionnelles et accidents du travail (L. 122-32-1)	193
Section 4 – La maternité	194
Chapitre II. Mobilités du salarié et révision du contrat de travail	195
Section 1 – La quadrature du socle contractuel	199
§1 – Le salaire	199
§2 – La qualification	203
§3 – Le temps de travail	208
§4 – Le lieu de travail après les arrêts de 2002-2003	213
Section 2 – La révision acceptée	222
§1 – Une offre patronale précise et loyale	222
§2 – La proposition patronale peut être retirée sans que le salarié ne puisse y voir un motif de rupture	223
§3 – Complexification par la loi du 20 décembre 1993	223
Section 3 – La modification refusée	225
§1 – Mobilité entraînant une révision (=ex-« modification substantielle » du contrat)	226
§2 – Le « refus d'un changement dans les conditions de travail »	229
Chapitre III. Mobilité du capital : transferts d'entreprise, restructurations et sort du contrat de travail	235
Section 1 – Les effets de l'article L. 122-12	236
Section 2 – Conditions d'application de l'article L. 122-12	240

TITRE QUATRIÈME

LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL À DURÉE INDÉTERMINÉE

Chapitre I. Le licenciement pour motif personnel	247
Section 1 – La procédure de licenciement pour motif personnel	248
§1 – Convocation à l’entretien préalable	249
§2 – Entretien individuel préalable, sur le temps de travail	252
§3 – Notification motivée du licenciement au salarié : attention !	253
§4 – Sanctions en cas de procédure irrégulière	254
Section 2 – La cause réelle et sérieuse du licenciement	256
§1 – La notion de cause réelle et sérieuse	256
§2 – Sanctions en l’absence de cause réelle et sérieuse	278
 Chapitre II. Le licenciement pour motif économique : du droit de résiliation unilatérale (1973) à constat d’échec de l’obligation de reclassement (2002)	285
Section 1 – Les procédures légales de licenciement après la loi du 3 janvier 2003	289
§1 – Le licenciement individuel pour motif économique	290
§2 – Le « petit licenciement économique » : moins de dix salariés sur trente jours	292
§3 – Le « grand licenciement économique » : (dix salariés et plus sur trente jours), construction d’un plan de sauvegarde de l’emploi (L. 321-4-1)	295
Section 2 – Le contrôle judiciaire du licenciement économique	317
§1 – Contentieux civil	318
§2 – Contentieux pénal	326

Chapitre III. La démission	328
Section 1 – « Volonté claire, sérieuse et non équivoque de démissionner »	330
§1 – Volonté sérieuse	334
§2 – Volonté non équivoque	335
§3 – Comportement patronal fautif	335
Section 2 – Respect du délai-congé par le salarié	336
§1 – Durée du délai-congé	336
§2 – Exécution du délai-congé	337
Section 3 – La démission abusive	338
Section 4 – La démission négociée	339
§1 – Démission négociée individuelle, pour motif personnel	339
§2 – Démission collective pour motif économique	341
Chapitre IV. Les autres modes de rupture	343
Section 1 – L'accord des parties	343
§1 – La résiliation conventionnelle	344
§2 – La transaction sur les conséquences d'une rupture consommée (forcément <i>postérieure</i> à la rupture <i>effective</i> du contrat)	345
Section 2 – La force majeure	348
§1 – Suspension du contrat	348
§2 – Rupture du contrat	349
Section 3 – La retraite	350
§1 – Le <i>départ</i> à la retraite (initiative du <i>salarié</i>)	351
§2 – La <i>mise</i> à la retraite (initiative <i>patronale</i>)	352
Chapitre V. Les suites de la rupture	354
Section 1 – Le préavis (ou délai-congé)	355
§1 – Le principe : exécution du préavis par le salarié ...	356

§2 – Si l'exécution du préavis reste la norme juridique, il est fréquent qu'il ne soit pas exécuté	356
Section 2 – L'indemnité de licenciement	360
§1 – La nature juridique	360
§2 – Le montant de l'indemnité de licenciement (L. 122-9) depuis la loi de modernisation sociale . .	361
§3 – Golden-parachutes	361
Section 3 – L'indemnité compensatrice de congés payés . . .	363
Section 4 – Documents à délivrer lors de la rupture du contrat	363
§1 – Le certificat de travail (L. 122-16)	363
§2 – L'attestation pour l'Assedic	365

<p>Deuxième partie Les relations collectives de travail</p>

TITRE PREMIER
 LE DROIT SYNDICAL

Chapitre I. Les syndicats en France	375
Section 1 – Statut des syndicats	376
Section 2 – La liberté syndicale	377
§1 – La liberté syndicale positive	378
§2 – La loi du 27 mars 1956	378
Section 3 – Action en justice des syndicats	379
Chapitre II. Les syndicats dans l'entreprise	380
Section 1 – La représentativité syndicale	381
§1 – Représentativité irréfragablement présumée pour le Club des Cinq (bientôt six ?)	382
§2 – Représentativité à prouver par tous les autres syndicats	382
Section 2 – La section syndicale	386
§1 – Absence de personnalité juridique	387
§2 – Les moyens d'action de la section syndicale	387
Section 3 – Les délégués syndicaux	398
§1 – La désignation des délégués syndicaux	399
§2 – La mission des délégués syndicaux	402

TITRE DEUXIÈME

LES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL

Chapitre I. La mise en place des institutions représentatives	411
Section 1 – Le cadre de la désignation	411
§1 – Les niveaux de représentation	412

TITRE TROISIÈME**LE STATUT DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL**

Chapitre I. Statut pour l'exercice de la mission	465
Section 1 – Le crédit d'heures	466
§1 – Montant du crédit d'heures	466
§2 – Utilisation du crédit d'heures	469
§3 – Paiement du crédit d'heures : application de la présomption de bonne utilisation	471
Section 2 – La liberté de circulation	473
§1 – Liberté de déplacement	473
§2 – Contacts avec le personnel	474
Chapitre II. Protection statutaire contre toute rupture d'initiative patronale	476
Section 1 – L'étendue de la protection statutaire	478
§1 – Les bénéficiaires de la protection	478
§2 – Hypothèses donnant lieu à protection	479
Section 2 – La procédure statutaire	480
§1 – Consultation du comité d'entreprise	481
§2 – Autorisation expresse de l'inspecteur du travail	483
Section 3 – Le licenciement d'un représentant sans autorisation administrative	486
§1 – Nullité du licenciement irrégulier	486
§2 – Sort du licenciement après annulation de l'autorisation	489

§1 – Absence de <i>toute</i> sanction en dehors de la commission de faute <i>lourde</i> de <i>grève</i>	516
§2 – « Réintégration » du gréviste illégalement licencié . .	516
Section 2 – Licenciement du gréviste	518
§1 – Commission d'une faute justifiant le licenciement . .	518
§2 – De lourds effets pour le gréviste <i>lourdement</i> fautif . .	519
Chapitre II. L'exercice du pouvoir de direction par le chef d'entreprise	521
Section 1 – Poursuivre l'activité	521
§1 – Remplacement des grévistes	521
§2 – Rattrapage de la production	522
Section 2 – Cesser l'activité : lock-out ou mise en chômage technique ?	523
§1 – Le lock-out reste en droit français une faute contractuelle	523
§2 – Du droit au devoir de fermeture : la mise en chômage technique	524
§3 – Le lock-out préventif, atteinte au droit de grève . . .	525
Section 3 – Assurer la sécurité des personnes	526
Chapitre III. L'appel au juge	529
Section 1 – L'expulsion des grévistes	530
§1 – L'occupation constitue-t-elle un trouble manifestement illicite ?	531
§2 – Le juge des référés prononce-t-il toujours l'expulsion ?	533
§3 – Le préfet est-il tenu d'exécuter l'ordonnance ?	534
Section 2 – La recherche des responsabilités	536
§1 – Recherche de la responsabilité des personnes <i>physiques</i>	536

§2 – Recherche de la responsabilité des syndicats, personnes <i>morales</i>	537
--	-----

TITRE TROISIÈME

LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

Chapitre I. La négociation collective en France	545
Section 1 – Les niveaux de négociation	546
§1 – L'accord national interprofessionnel (ANI)	552
§2 – La convention de branche redécouverte en juillet 2001	553
§3 – La convention d'entreprise ou d'établissement	556
Section 2 – L'application de la convention collective	558
§1 – Couverture conventionnelle de tous les salariés visés (L. 135-2)	558
§2 – Soumission personnelle de l'employeur	559
§3 – L'extension des conventions collectives	560
§4 – Convention collective et contrat de travail : du principe hiérarchique à une délicate articulation	561
Chapitre II. La négociation dans l'entreprise	567
Section 1 – La négociation facultative	568
§1 – Qui négocie ?	569
§2 – Sur quels thèmes ?	570
Section 2 – La négociation collective annuelle obligatoire (NCAO, L. 132-27)	572
§1 – Le champ d'application de l'obligation	573
§2 – Des thèmes chaque année plus nombreux	574
§3 – Le déroulement de la NCAO	575
§4 – L'issue de la NCAO	576
Section 3 – L'évolution du statut conventionnel	577
§1 – La guerre sociale : la dénonciation d'un accord d'entreprise	578
§2 – La signature d'un avenant de révision (L. 132-7)	579

§3 – Accord d'entreprise et restructurations	581
Bibliographie	589
Index alphabétique	595